

AMNISTIAREN NORABIDEAN, EUSKAL PRESO ETA IHESLARIAK ETXERA

Pendant très longtemps, les États français et espagnol ont nié la possibilité qu'Euskal Herria construise son avenir libre et démocratiquement. Face à cette situation, les femmes et les hommes qui aujourd'hui nous réunissons avons franchi le pas, chacun à son niveau, de nous engager dans la lutte pour la liberté. En conséquence, nos vies ont été marquées par ce long et rude conflit qui nous a mené en prison ou en exil.

Au jour d'aujourd'hui, la cause essentielle du conflit reste la même. Nonobstant, en récoltant le fruit de tant d'années de lutte, nous nous approprions le chemin emprunté par l'ensemble de la Gauche Abertzale. Nous soutenons fermement la décision de suivre exclusivement des voies politiques et démocratiques. Nous souhaitons faire notre contribution militante à la voie ouverte par Zutik Euskal Herria et confortée par la décision d'ETA d'abandonner définitivement la lutte armée, avec la même fermeté et détermination que nous nous sommes forgés en prison et en exil. Cette comparution n'est autre qu'un modeste pas qui va dans cette direction.

Jusqu'à présent nous nous sommes heurtés à l'attitude violente des États. Actuellement ce sont eux qui font usage de la violence à des fins politiques. La violence, le harcèlement et les condamnations prolongées à l'encontre des prisonnier(e)s et des réfugié(e)s politiques basques ont été incessantes et cela perdure encore. Ils se servent d'eux comme d'otages politiques et les décisions prises aussi bien à Madrid qu'à Paris cherchent constamment à obtenir des bénéfices politiques en accentuant leur souffrance ainsi que celle de leurs familles.

Ce chemin rempli d'obstacles qui nous est imposé devra être parcouru avec la société basque et il ne se fera pas en un seul jour mais de manière dynamique et ordonnée. EPPK a exprimé sa volonté, sa disposition et sa détermination afin de parcourir ce chemin sur la base du respect de tous leurs droits et ceux de leurs familles et en empruntant les voies légales afin de développer un processus de retour à la maison.

Tout cela, en plus de la dérogation des législations d'exception et du respect de la volonté de la société basque, exige de la part des institutions des déclarations au plus haut niveau et de nature diverse. Euskal Herria ne peut pas se permettre que son destin et le droit de décider librement de son avenir soient neutralisés par la dispersion des prisonnier(e)s politiques basques. Il appartient à tout les citoyens basques d'ouvrir les voies de cette solution.

Lors de la déclaration de 2013, EPPK exprimait son entière disposition à avancer dans la voie de la légalité et certaines initiatives ont été menées comme la demande de transfert vers des prisons situées au Pays Basque et la mise en liberté des prisonnier(e)s gravement malades, celle de la libération conditionnelle dans l'état français, et aussi en déposant des recours de réduction des peines. Mais si ces démarches ne sont pas accompagnées par l'implication de la société basque elles seront vaines. EPPK avait décidé de soutenir les recommandations du Forum Social, et nous pensons qu'il est temps de matérialiser ce soutien par des actions concrètes et efficaces. Tout cela demandera que nous réalisions de nouvelles démarches, que nous prenions de nouveaux engagements et que nous menions différentes actions afin de concrétiser la voie du retour à la maison des prisonnier(e)s politiques basques. Ce sera EPPK qui décidera des démarches et des rythmes à respecter pour avancer dans cette voie. Même s'il s'agit de

démarches individuelles qui se matérialisent de manière individuelle, se seront des décisions collectives comme celles qui ont été prises par le passé.

Nous voulons dire haut et fort que nous les soutenons et que nous sommes de leur côté, aussi bien dans les luttes et les efforts pour faire face à la violence systématique qu'ils subissent, que dans les démarches et décisions de se servir des voies légales. Se servir de la législation et de la réglementation pénitentiaire ne remet aucunement en question le caractère militant de chacun(e) d'eux/elles, ni la vertu et la dignité de leur parcours. Ce n'était pas le cas avant et cela ne l'est toujours pas. Nous avons, pendant des années, entrepris des démarches légales pour nous défendre et pour faire face aux attaques et intérêts politiques de États, mais également pour faire face à la dispersion et pour renforcer notre caractère collectif. Ou encore pour raccourcir le séjour en prison, conditionner les attaques, protéger les camarades qui se trouvaient dans les pires conditions... Évidemment, toujours basées sur des décisions collectives. Nous ne permettrons pas que quiconque contrôle ces avancées ou les avancées à venir, car le respect des décisions collectives d'EPPK est primordial.

Le retour des prisonnier(e)s et de réfugié(e)s politique basque est en marche. Il est important de renforcer les engagements de la société basque, nous devons faire face au blocage que les États nous imposent et nous devons le faire avec urgence, afin de prouver que l'importance du droit de décider qui nous correspond en tant que peuple et l'adhésion à celui-ci sont réelles. Depuis la reconnaissance de la majorité démocratique de la société basque, car c'est aussi une revendication pratique de la légitimité démocratique de nos institutions, il est réellement indispensable pour que notre Peuple et nos filles et fils puissent vivre à l'avenir en liberté et en paix.

Il est nécessaire d'en finir avec la législation d'exception et avec la dispersion. La large majorité sociale devra faire que la nouvelle situation créée soit efficace, pour éviter quelle ne pourrisse. Tout cela exige des engagements multilatéraux. Nous nous voulons d'abord proclamer le nôtre. Nous allons totalement nous impliquer dans le travail de rapatriement et du retour à la maison des prisonnier(e)s politiques basques. Nous allons crier haut et fort que cela suffit. « Aski da !! ». Nous partageons notre décision politique avec une large majorité de la société basque, et nous devons nous mobiliser et transformer cette revendication en quelque chose d'efficace. C'est pour cela que nous appelons à participer à la manifestation du 17 avril. Nous invitons également tous les acteurs sociaux et institutionnels qui travaillent ou qui se sont positionnés contre la dispersion et en faveur du retour à la maison des prisonnier(e)s politiques basques, à mener un travail en commun.